



NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

FILE COPY

NO TO BE TAKEN OUT

Distr.  
LIMITÉE

E / CN.14 / AMA / WA / 2  
Décembre 1972

Original : FRANCAIS

52282

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

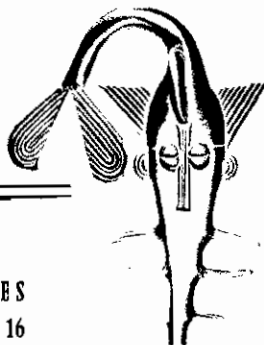
RAPPORT FINAL DE LA DEUXIEME REUNION DU COMITE SOUS-REGIONAL  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST DE L'ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES

Dakar, 3-4 mai 1972

**ASSOCIATION  
DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES**

**Comité sous-régional  
de l'Afrique de l'Ouest**

Rapport final de la deuxième réunion  
Dakar - 3-4 mai 1972



ÉTUDES ÉCONOMIQUES  
OUEST AFRICAINES N° 16

BANQUE CENTRALE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES**  
**Comité sous-régional de l'Afrique de l'Ouest**

**Rapport final de la deuxième réunion**  
**Dakar - 3-4 mai 1972**

<u>Sommaire</u>	<u>Paragraphes</u>
Introduction . . . . .	1
I - Participation . . . . .	2
II - Ouverture de la réunion . . . . .	3
III - Hommage à la mémoire de M. Ali Zaoui, Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie . .	4
IV - Adoption de l'ordre du jour . . . . .	5
V - Rapport du Groupe d'études sur le commerce et les relations monétaires entre Etats de la sous-région ouest africaine . . . . .	6 - 38
VI - Organisation d'un séminaire sur les problèmes et modalités de la promotion des entreprises africaines. . . . .	39 - 48
VII - Echange de personnel entre les banques centrales de la sous-région . . . . .	49 - 54
VIII - Situation monétaire internationale. . . . .	55 - 57
IX - Problèmes relatifs au programme de travail de l'Association et à certaines recommandations adoptées par la deuxième réunion ordinaire de l'Association. . . . .	58 - 62
X - Désignation du Président du Comité pour l'année 1972-1973 . . . . .	63 - 64
XI - Date et lieu de la prochaine réunion . . . . .	65 - 66
XII - Allocution de M. H.R. Monday, Gouverneur de la Banque Centrale de Gambie, Président du Comité sous-régional pour 1972-1973. . . . .	67 - 70
XIII - Clôture de la réunion . . . . .	71 - 73
Annexes . . . . .	Page 13



*Monsieur Abdou Diouf  
Premier Ministre du Gouvernement  
de la République du Sénégal  
prononçant son allocution inaugurale*



**RAPPORT FINAL DE LA DEUXIEME REUNION  
DU COMITE SOUS-REGIONAL DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**

**Dakar, 3-4 mai 1972**

1. La seconde réunion ordinaire du Comité sous-régional de l'Afrique de l'Ouest de l'Association des Banques Centrales Africaines s'est tenue à Dakar les 3 et 4 mai 1972, sous la Présidence de **M. Babacar Bâ**, Président du Conseil d'administration de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, porté à la Présidence du Comité sous-régional pour l'année 1971-1972 par la première réunion du Comité, tenue à Bamako le 13 mai 1971.

**I - Participation**

2. Toutes les banques centrales membres du Comité étaient représentées par les délégations dont la liste des membres est donnée en annexe (*Annexe II*). **M. Katabi**, Chef de la Section des questions monétaires et fiscales du Secrétariat exécutif de la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies, Secrétaire de l'Association des Banques Centrales Africaines, a également participé à la réunion du Comité.

**II - Ouverture de la réunion**

3. La séance a été ouverte, le mercredi 3 mai à 10 heures, par **M. Babacar Ba** qui a donné la parole à **M. Abdou Diouf**, Premier Ministre du Gouvernement de la République du Sénégal, lequel a prononcé l'allocution dont le texte est reproduit en annexe (*Annexe III*).

**III - Hommage à la mémoire de M. Ali Zaoui, Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie**

4. Le Président, avant d'ouvrir les débats du Comité, exprima le souhait que celui-ci rende hommage à la mémoire de **M. Ali Zaoui**, Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie, qui a trouvé une mort prématurée et brutale dans un accident de la route, le 18 février dernier. Il rappela que **M. Zaoui** avait apporté une grande contribution aux activités de l'Association en prenant notamment la charge de l'organisation d'un séminaire devant se tenir prochainement dans la capitale tunisienne.

Le Comité rendit hommage à la mémoire du Gouverneur Ali Zaoui en observant une minute de silence.

**IV - Adoption de l'ordre du jour**

5. Après avoir convenu de l'horaire de ses séances, le Comité a examiné le projet d'ordre du jour qui lui avait été soumis.

**M. Katabi**, représentant du Secrétariat de la Commission Economique pour l'Afrique, propose l'addition à l'ordre du jour d'un nouveau point concernant les problèmes relatifs au programme de travail de l'Association et à certaines recommandations adoptées par la seconde réunion de l'Association tenue à Rabat.

Cette proposition fut retenue et aucun autre amendement n'étant présenté au projet d'ordre du jour, celui-ci fut adopté. L'ordre du jour ainsi arrêté est reproduit à l'*Annexe I*.

6. Avant de passer à l'examen de l'ordre du jour, le représentant du Secrétariat de la Commission Economique pour l'Afrique a présenté au Président du Comité les vifs remerciements du Secrétariat d'avoir organisé cette réunion du Comité. Il a transmis à celui-ci les meilleurs souhaits du Secrétaire exécutif de la Commission Economique ainsi que ceux du Vice-président de l'Association pour la bonne réussite de ses travaux.

## V - Rapport du Groupe d'études sur le commerce et les relations monétaires entre Etats de la sous-région ouest africaine

7. Le Président a rappelé que le Comité, à sa première réunion, avait confié à un Groupe de travail, composé des Directeurs des Etudes des Banques centrales membres du Comité, et placé sous la présidence du Directeur des Etudes de la Banque Centrale du Nigeria, de faire rapport sur le commerce et les relations monétaires entre Etats de la sous-région, et des moyens de développer et de faciliter ces relations.

M. J.O. **Adekunle**, Directeur des Etudes de la Banque Centrale du Nigeria, qui avait présidé la réunion du Groupe d'études tenue à Dakar du 27 au 29 avril pour préparer son rapport final, et qui représentait aussi la Banque Centrale du Nigeria à la réunion du Comité, fut prié par le Président de présenter à celui-ci le rapport du Groupe d'études.

8. En prenant la parole, le **Dr Adekunle** a tenu à souligner d'abord que la réalisation, dans un aussi bref délai, du rapport demandé et l'atmosphère de la réunion à Dakar du Groupe de travail qu'il a présidée lui paraissaient constituer une démonstration éclatante du haut degré de volonté de coopération existant entre les banques centrales de la sous-région.

9. Il s'est déclaré parfaitement conscient qu'il n'était nul besoin du rapport du Groupe de travail pour établir que les échanges entre les pays de la sous-région étaient très faibles, mais le Groupe de travail paraît, lui, être arrivé à présenter sous une forme systématique les données disponibles et aussi à faire un inventaire des causes réelles de la faiblesse actuelle des échanges et des difficultés présentées par leur règlement.

10. Selon les données officielles, ces échanges sont très faibles et, ce qui peut paraître plus décourageant encore, leur importance relative dans le commerce total des pays de la sous-région va déclinant : de 3,5% en 1967, il n'était plus que de 2,2% en 1970.

11. Sans doute convient-il de noter que la faiblesse de ce pourcentage comme les contestations quelque peu décevantes que l'on peut tirer de la comparaison des données officielles tiennent, en partie, à ce qu'une part, que tout le monde s'accorde à reconnaître large, des échanges inter-régionaux, échappe à tout enregistrement pour des causes diverses.

12. Quoi qu'il en soit, il apparaît que les échanges entre les pays de la sous-région sont faibles et que leur développement appelle des mesures diverses que le rapport a tenté d'examiner, s'attachant cependant plus particulièrement aux problèmes des paiements intra-régionaux.

13. Renvoyant les participants au rapport du Groupe de travail pour le détail de ses constatations et propositions, le **Dr Adekunle** appelle l'attention particulière du Comité sur les recommandations formulées par le Groupe de travail en la dernière partie (partie 5) de son rapport; il en donne lecture au Comité. Le texte de ces recommandations est reproduit en annexe (*Annexe V*).

14. En conclusion de son exposé, le **Dr Adekunle** exprime la gratitude des Directeurs des Etudes membres du Groupe de travail qu'une possibilité leur a été donnée d'apporter une contribution à la solution des problèmes si importants des échanges et relations monétaires entre pays de la sous-région. Il a exprimé sa certitude que les recommandations du Comité seront attentivement examinées, et il a affirmé la pleine disposition des membres du Groupe à poursuivre plus avant toute tâche qu'il plairait au Comité de leur confier.

15. Le Président appelle les Gouverneurs à présenter, à tour de rôle, leur observations sur le rapport du Groupe d'études et sur ses recommandations.

16. Le **Gouverneur Monday**, de la Banque Centrale de la Gambie, déclare avoir pris avec grand intérêt une première connaissance du Rapport du Groupe de travail. Il tient à préciser, en complément du paragraphe 113 du rapport, qu'il n'y a aucune restriction de paiements entre la Gambie et la Sierra Leone.

17. D'un point de vue plus général, il lui semble qu'une attention toute particulière devrait être apportée à régler les modalités de paiements entre pays de la sous-région appartenant, les uns à la zone sterling et les autres à la zone franc.

18. Le **Professeur Sey**, Deputy Governor de la Banque du Ghana, après avoir exprimé ses remerciements pour l'accueil reçu à Dakar par sa délégation et félicité le Groupe de travail pour son rapport, souligne que les diverses mesures susceptibles de développer efficacement les échanges entre pays africains lui paraissent relever de la compétence de leurs Gouvernements, et qu'il est seulement possible aux banques centrales d'attirer leur attention sur les problèmes et leurs solutions possibles.

19. En ce qui concerne plus particulièrement les échanges non enregistrés, il a le sentiment qu'ils sont considérables, notamment ceux de son pays avec ses voisins immédiats ; mais il se demande si le non-enregistrement de ces échanges ne tient pas, pour partie, à une information insuffisante du pays qui n'a souvent pas conscience de la nature internationale des échanges ainsi opérés en dehors des contrôles douaniers. Il lui semble qu'il pourrait être d'un grand intérêt qu'une vigoureuse campagne d'information du public attire l'attention de celui-ci sur les inconvénients d'un non-enregistrement des échanges et sur les dangers de la contrebande.

20. S'agissant des accords de paiements, le **Professeur Sey** a observé que les difficultés parfois rencontrées dans le règlement des transactions commerciales ne tiennent pas au mécanisme des paiements ou aux accords de clearing, mais résultent plutôt d'une insuffisance de disponibilités en devises pour exécuter rapidement les règlements lorsqu'ils sont demandés. Il est en conséquence nécessaire de trouver les voies et moyens de modifier la période des règlements afin de surmonter ces difficultés.

21. Le **Professeur Sey** se demande enfin si la réduction des barrières souhaitée par le Groupe d'études ne sera pas indirectement réalisée, en partie du moins, par l'association probable à la Communauté Economique Européenne de certains pays de l'Afrique de l'Ouest qui n'y sont pas encore associés. Il souhaiterait que l'étude de ces conséquences indirectes sur les tarifs douaniers entre pays de l'Afrique de l'Ouest soit entreprise.

22. M. **Sangaré**, Président du Conseil d'administration de la Banque Centrale du Mali, tient tout d'abord à exprimer sa reconnaissance pour l'accueil fraternel fait à sa délégation par le Sénégal. Il a été particulièrement sensible à l'hommage rendu par le Premier Ministre du Sénégal à l'importance des travaux du Comité en ayant tenu à venir lui faire part de son sentiment sur les problèmes à l'ordre du jour de celui-ci.

23. M. **Sangaré** exprime son appréciation des travaux du Groupe d'études. Les questions étudiées par celui-ci sont de la plus haute importance pour la sous-région, et particulièrement pour ceux de ses membres, tel le Mali, où les échanges intra-régionaux tiennent une grande importance dans l'économie.

24. S'agissant des recommandations faites par le Groupe d'études, concernant l'institution possible d'un système multilatéral de paiements, il lui semble qu'une telle expérience pourrait être tentée dans les lignes proposées par le Fonds monétaire aux pays du Conseil de l'Entente et au Ghana. Mais il lui paraît que la plus grande prudence devrait inspirer la mise en œuvre de ce projet.

25. M. **Adekunle**, parlant au nom de la Banque Centrale du Nigeria, exprima l'opinion que le véritable essor des échanges entre pays de la sous-région ne sera possible que par un accroissement de la production, et particulièrement de la production industrielle qui paraît susceptible d'apporter la plus grande contribution au développement des échanges intra-régionaux.

26. Il estima néanmoins que l'élimination des barrières administratives et douanières entre les pays de la sous-région devrait être entreprise, ainsi que l'établissement des facilités de paiements intra-régionales du type recommandé par le Groupe de travail.

27. En ce qui concerne plus spécialement l'abaissement des barrières douanières celui-ci devrait être recherché sans attendre 1975 et les conséquences que pourrait avoir sur leur niveau l'Association nouvelle de certains pays de la sous-région à la Communauté Economique Européenne.

28. M. A.S.C. **Johnson**, Vice-Gouverneur de la Banque de Sierra Leone, déclara que c'était la première fois depuis sa nomination, en 1970, que la possibilité lui était donnée de participer à une réunion de l'Association des Banques Centrales Africaines, mais qu'il avait suivi les délibérations de celle-ci et

de ses divers comités avec le plus grand intérêt. Il était convaincu que leurs efforts étaient dirigés dans la bonne direction, non seulement pour la réalisation d'une plus grande coopération entre les banques centrales africaines, mais aussi dans la recherche de voies de développement de l'économie africaine en général, et de la sous-région en particulier. Il exprima sa ferme disposition à contribuer aux travaux de l'Association et de son Comité ouest africain.

Il transmet au Comité les salutations du Gouverneur de Sierra Leone, M. S.L. **Bangura**, et l'expression du vif regret de celui-ci que des obligations qu'il ne pouvait éviter ne lui aient pas permis de participer à la présente réunion.

29. Encore qu'il n'ait pas eu le temps de procéder à une étude approfondie du Rapport du Groupe de travail, celui-ci paraît à M. **Johnson** de grand mérite et il tient à en féliciter les Directeurs des Etudes des Banques Centrales, membres du Comité sous-régional. Il souhaiterait qu'une large diffusion soit donnée à ce rapport et à ses recommandations.

30. La Banque de Sierra Leone attache la plus grande importance aux problèmes soulevés dans le rapport, au point qu'elle a demandé à son Département des Etudes d'entreprendre un examen des problèmes associés à un développement de la coopération économique dans l'Ouest africain. Cette étude a été terminée il y a quelques années et a fourni matière à une série d'articles qui ont été rassemblés dans une publication spéciale du Département des Etudes de la Banque de Sierra Leone, dont des exemplaires ont été distribués au Comité.

31. M. **Johnson** estime les recommandations faites par le Groupe d'études objectives, réalistes et bien intentionnées. Les recommandations concernant l'établissement d'un arrangement de clearing entre les banques centrales de la région lui a particulièrement paru devoir retenir l'attention. Il lui semble qu'il y a là un domaine dans lequel les banques centrales peuvent jouer un rôle direct et affectif en vue de l'accroissement du commerce et de la coopération monétaire entre la sous-région.

32. Il lui paraît que le sort réservé au rapport présenté au Comité ne doit pas être de trouver place dans les bibliothèques des banques centrales pour y disparaître sous la poussière. Il convient, au contraire, de maintenir sur sa lancée l'entreprise engagée par le Comité en donnant sa suite logique aux travaux du Groupe d'études, à savoir d'abord l'adoption de son rapport par le Comité.

33. Aussi propose-t-il au Comité cette adoption et lui soumet-il également un projet de résolution tendant à charger le Groupe d'études de poursuivre ses travaux par l'élaboration de directives nécessaires à la mise en œuvre de ses recommandations concernant l'établissement d'un accord de paiements selon les principes précisés dans le projet de résolution soumis au Comité. Texte de ce projet de résolution est reproduit *Annexe V*.

34. M. **Julienne**, Directeur Général de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, s'associa à l'hommage rendu aux travaux du Groupe d'études dont il a également apprécié la qualité et la portée, et tint à féliciter particulièrement M. **Adekunle** qui a dirigé les travaux du Groupe d'études.

35. Il partage entièrement l'avis exprimé par le Groupe d'études et certains des membres du Comité que si les banques centrales peuvent étudier le problème du développement des relations commerciales et monétaires entre les Etats de la sous-région, faire part aux Gouvernements des résultats de leurs travaux, et leur proposer des solutions possibles aux difficultés décelées, c'est aux Gouvernements et non aux banques centrales qu'il appartient de décider de la mise en vigueur des mesures.

36. Les remarques faites par le **Professeur Sey**, concernant les difficultés qui peuvent surgir dans l'application des accords de paiements entre pays de la sous-région, ont particulièrement retenu l'attention de M. **Julienne**; mais il semble à celui-ci que certaines de ces difficultés ne tiennent pas à des pénuries de devises, mais à des modalités techniques d'application des accords qui pourraient sans doute être améliorées.

Il espère que le Comité fournira l'occasion d'un échange de vues particulier sur ce point, entre les membres de la délégation ghanéenne et ceux de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest,



l'un des délégués de celle-ci étant M. **Kassoum Congo**, Directeur de l'agence de Ouagadougou, chargé de la gestion de l'accord de paiements conclu entre la Haute-Volta et le Ghana qui est entré en vigueur au début de l'année 1971.

37. Le Président, constatant avoir recueilli l'avis de toutes les délégations sur le rapport présenté par le Groupe de travail et, en particulier, ses recommandations, soumit à sa décision les deux propositions faites par la Banque de Sierra Leone :

- adoption du rapport,
- adoption d'une résolution sur la suite à donner aux recommandations du Groupe de travail en ce qui concerne la recherche de l'établissement d'un accord de paiements entre pays de la sous-région.

Le Comité adopta à l'unanimité l'une et l'autre des résolutions présentées par la Banque de Sierra Leone.

38. Après un échange de vues entre les membres du Comité, ceux-ci convinrent que le rapport, demandé au Groupe de travail par la résolution qu'ils venaient d'adopter, devrait être soumis au Comité suffisamment à temps pour être examiné utilement à sa prochaine réunion, en mai 1973.

39. Les membres du Comité procédèrent alors à un échange de vues sur l'organisation à donner au Groupe de travail. Ils se rangèrent, en conclusion, à l'avis exprimé par le représentant de la Banque du Ghana, que la composition et la mission des Groupes d'études constituées par le Comité seraient spécifiquement définies en fonction des études et travaux qui lui seraient demandés.

## **VI - Organisation d'un séminaire sur les problèmes et modalités de la promotion des entreprises africaines**

40. Le Président appela le Comité à discuter du point 4 (a) de l'ordre du jour inscrit à la demande de la Banque de Sierra Leone et, à ce titre, appela la délégation de celle-ci à développer sa proposition.

41. M. A.S.C. **Johnson**, Vice-Gouverneur de la Banque de Sierra Leone exposa au Comité que des études avaient été menées sous le patronage de la Banque par un Comité présidé par le **Professeur Cox-George** sur la promotion des entreprises sierra-leonaises et des moyens de financement à la disposition de celles-ci. Cette étude vient d'être publiée par la Banque de Sierra Leone et des exemplaires en ont été mis à la disposition des membres du Comité.

La Banque souhaiterait que son étude serve de base à un séminaire qui étendrait l'examen des problèmes à l'ensemble de la sous-région. Son représentant souhaiterait que le Comité donnât son accord à la tenue d'un tel séminaire à Freetown avant la prochaine réunion du Comité à Bathurst. Le texte de la déclaration faite par M. A.S.C. Johnson est reproduit en annexe (*Annexe VI*).

42. Plusieurs délégations exprimèrent leur vif intérêt pour l'initiative de la Banque de Sierra Leone et se déclarèrent prêtes à en soutenir la réalisation.

43. M. **Katabi**, représentant du Secrétariat de la Commission Economique pour l'Afrique, rappela au Comité la décision prise par l'Association lors de la réunion de Rabat, d'accepter la proposition faite par la Banque Centrale de Tunisie d'organiser, avec l'appui du secrétariat, un séminaire. La réalisation de ce projet a fait l'objet d'études menées conjointement par la Banque Centrale de Tunisie et le Secrétariat, et ses conclusions ont été portées à la connaissance des banques centrales membres de l'Association par une lettre que vient de leur adresser le Vice-président de celle-ci, mais qui n'est sans doute pas encore parvenue.

44. Cette communication fait part de l'organisation conjointe par la Banque Centrale de Tunisie et le Secrétariat de la Commission Economique pour l'Afrique d'un séminaire de deux semaines devant s'ouvrir le 20 novembre 1972 à Tunis et auquel toutes les banques centrales sont conviées à envoyer un ou deux participants.

45. Le financement de cette réunion serait assuré par :

- la Banque Centrale de Tunisie, s'agissant de locaux et services de secrétariat;
- l'Association, sur sa caisse commune, s'agissant de frais d'interprétation et de traduction;
- les Banques participantes, en ce qui concerne les frais de transport et de séjour des participants désignés par elles ainsi que des conférenciers qu'elles pourraient mettre à la disposition du séminaire.

46. Le séminaire de Tunis traiterait des questions ci-après :

- 1) mobilisation de l'épargne nationale et institutions financières susceptibles de l'assurer;
- 2) financement des crédits à l'exportation et assurance crédit à l'exportation;
- 3) création d'un système de paiements sous-régionaux en Afrique;
- 4) crédits en Afrique à moyen et long terme aux moyennes et petites entreprises africaines;
- 5) les récentes évolutions du système monétaire international et leurs conséquences pour les banques centrales africaines.

47. La Banque Centrale de Tunisie s'est déclarée disposée à traiter du premier point de l'ordre du jour. M. **Katabi** exprima le souhait que le Comité puisse convenir de confier à deux des banques centrales appartenant à la sous-région de traiter de deux points pouvant être examinés par le séminaire.

48. Après un long échange de vues, les délégations se rangèrent à l'opinion exprimée par le représentant de la Banque du Ghana, que la communication du Vice-président ayant été adressée aux Gouverneurs et Présidents des banques centrales, il conviendrait au Comité de laisser à ceux-ci le temps d'en prendre connaissance et d'y répondre.

49. M. A.S.C. **Johnson**, Vice-Gouverneur de la Banque de Sierra Leone, déclara que sa délégation n'était pas présentement en mesure de déterminer si la Banque de Sierra Leone poursuivra son intention de tenir en 1973, à Freetown, le séminaire envisagé par elle ou s'il lui paraîtra préférable d'apporter plutôt sa collaboration au séminaire de Tunis par la présentation des questions concernant la promotion et le financement des petites et moyennes entreprises africaines. La Banque de Sierra Leone fera part, le plus rapidement possible, de sa décision au Vice-Président de l'Association et aux membres du Comité.

## VII - Echange de personnel entre les banques centrales de la sous-région

50. Le Président appela le Comité à délibérer sur le point 4 (b) de l'ordre du jour et donna la parole au délégué de la Banque de Sierra Leone qui en avait demandé l'inscription.

51. M. A.S.C. **Johnson** indiqua que la question dont sa délégation souhaitait l'évocation par le Comité lui paraissait dans la ligne des préoccupations exprimées dans la précédente réunion du Comité, à Bamako, que le développement d'une compréhension mutuelle entre le personnel des banques centrales serait l'un des plus sûrs moyens d'établir et de développer la coopération entre les banques de la sous-région. Il pense que ce résultat pourrait être atteint par un échange de personnel entre les banques centrales.

52. Pour répondre aux questions posées par plusieurs membres du Comité, M. A.S.C. **Johnson** précisa que l'échange que sa banque centrale avait en vue concernait un détachement de personnel de niveau de direction, d'une banque centrale à une autre, et pour une période d'environ six mois. Sa délégation reste cependant très ouverte à toute suggestion en cette matière.

53. La délégation de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest indiqua au Comité que celle-ci a établi un Centre de formation auprès de l'agence d'Abidjan de la B.C.E.A.O., qui dispense un enseignement de longue durée aux futurs cadres de la Banque Centrale et que ce Centre accepte des stagiaires des autres banques centrales; il a eu ainsi le plaisir de recevoir des stagiaires de la Banque Centrale du Mali.

54. Le Directeur des Etudes de la B.C.E.A.O. exprima l'opinion que le détachement envisagé pourrait, dans un premier temps, intéresser spécialement le personnel des services des études, car la difficulté

de langue n'est pas la seule rencontrée, plus grande encore lui paraît la difficulté de pénétrer le fonctionnement réel des institutions. Ceci pourrait être facilité par un détachement de jeunes économistes chargés d'établir sur place un rapport sur le fonctionnement des institutions auprès desquelles ils seraient détachés.

55. Après échange de vues, le Comité décida de confier au Groupe de travail qu'il avait constitué sous la présidence du Directeur des Etudes de la Banque du Ghana de préparer des propositions concernant les qualifications et les catégories administratives de personnel pouvant faire l'objet d'échanges entre banques centrales membres de la sous-région et de les soumettre pour discussion au Comité à sa prochaine réunion ordinaire.

## **VIII - Situation monétaire internationale**

56. Cette question ayant été inscrite à l'ordre du jour, à la demande de la Banque Centrale du Nigeria, le Président appela la délégation de celle-ci à prendre la parole.

57. Le représentant de la Banque Centrale du Nigeria exposa qu'il a paru nécessaire à sa délégation que le Comité fasse le point de l'évolution de la situation monétaire internationale depuis la réunion ordinaire de l'Association à Rabat. Sa délégation a, dans cet esprit, préparé la note d'information qui a été diffusée au Comité.

58. Après échange de vues, le Comité, sur proposition du Président, décide d'annexer au rapport général de sa réunion la note établie par la Banque Centrale du Nigeria en raison de son intérêt (*Annexe IX*).

## **IX - Problèmes relatifs au programme de travail de l'Association et à certaines recommandations adoptées par la deuxième réunion ordinaire de l'Association**

59. A l'invitation du Président, M. **Katabi** expose au Comité que le Secrétariat de la Commission Economique pour l'Afrique souhaiterait appeler à son attention quatre points particuliers :

### ***a) Etude du rôle des institutions financières dans la mobilisation des ressources intérieures***

60. Le programme de travail pour 1971-1973 adopté par l'Association à sa session de Rabat comporte notamment une étude sur le rôle des institutions financières dans la mobilisation des ressources financières intérieures. Le Secrétariat a déjà commencé à rassembler les matériaux de cette étude, mais celle-ci n'aurait de valeur pratique que si elle disposait d'informations lui permettant de faire ressortir et d'analyser les mesures adoptées, les méthodes appliquées, les domaines utilisés, les expériences et les résultats acquis dans un grand nombre de pays africains. Ces informations ne se trouvant pas normalement dans les publications périodiques des banques centrales et des institutions financières, le Secrétariat souhaite vivement que les banques centrales membres de l'Association lui envoient, dans les plus brefs délais possibles, des informations sur leur rôle et leurs activités ainsi que sur ceux des autres institutions financières dans la mobilisation et l'utilisation de l'épargne, sur les principaux obstacles à l'amélioration des recouvrements de l'épargne et des investissements dans les secteurs productifs et sur le développement des marchés financiers dans leur pays respectifs.

Une note rappelant au Comité les recherches et études du Secrétariat en cette matière et les informations qui lui seraient nécessaires est distribuée aux membres du Comité (*Annexe VII*).

### ***b) Etude sur le financement des crédits à l'exportation et de l'assurance-crédit à l'exportation***

61. Le programme de travail de l'Association a prévu également une étude sur le financement des crédits à l'exportation et de l'assurance crédit à l'exportation. La deuxième réunion de l'Association tenue à Rabat a adopté les recommandations contenues à ce sujet dans le document du Secrétariat n° E/CN 14 AMA/33.

Une note du Secrétariat contenant un extrait du rapport du colloque sur le commerce inter-africain tenu à Nairobi en février-mars dernier a été mise à la disposition des participants (*Annexe VIII*).

Le Secrétariat aurait souhaité connaître les mesures prises sur ce sujet ou les mesures à prendre et également que la réunion prenne une décision pour stimuler une action en la matière.

#### **c) *Assistance technique et services consultatifs***

62. Dans le domaine de l'Assistance technique et services consultatifs, le programme de travail a mentionné que l'Association pourrait fournir des services d'assistance technique à ses membres et les aider à se procurer de tels services auprès des organismes des Nations Unies dans les domaines monétaire et bancaire. Elle pourrait notamment établir et tenir à jour une liste de spécialistes hautement qualifiés des banques membres qui pourraient être mis à la disposition d'autres banques membres pour des services consultatifs de courte durée. Le rapport de la deuxième réunion ordinaire de l'Association a suggéré que le Secrétariat établisse des contacts permanents avec les banques centrales des pays membres de façon à connaître leurs possibilités en personnel spécialisé susceptible d'être mis à la disposition d'autres membres de l'Association.

Le Secrétariat souhaite connaître les possibilités dont disposent les banques membres du Comité, soit au cours de la réunion, soit dans un délai assez bref, en vue de lui permettre d'établir la liste suggérée.

#### **d) *Cotisation à la caisse commune de l'Association***

63. Le Président de l'Association a adressé une lettre-circulaire aux membres de l'Association les invitant à procéder au versement de leurs cotisations annuelles en application des dispositions des décisions convenues à Rabat. Le Secrétariat souhaite qu'une attention particulière soit accordée à ce point.

### **X - Désignation du Président du Comité pour l'année 1972-1973**

64. Le Président rappela que le Comité, en sa première réunion ordinaire tenue à Bamako le 13 mai 1971, avait décidé que :

1 - la présidence du Comité sous-régional serait tournante. Elle serait assurée successivement par toutes les banques centrales par voie de rotation totalement accomplie au cours d'une période de temps limitée;

2 - la durée du mandat du Président serait d'un an, le changement de Président s'effectuant dès la fin de la réunion annuelle du sous-comité;

3 - les banques centrales se succéderaient à la présidence du Comité dans l'ordre suivant :

- Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest,
- Banque Centrale de la Gambie
- Banque Centrale du Ghana,
- Banque Centrale de Nigeria,
- Banque Centrale de Sierra Leone,
- Banque Centrale du Mali.

65. En application de cette décision, c'est au Gouverneur de la Banque Centrale de la Gambie que revient la présidence du Comité dès la clôture de la présente réunion.

### **XI - Date et lieu de la prochaine réunion**

66. Le Président rappela que le Comité, en sa première réunion tenue à Bamako a décidé que «chaque Président provoquerait la réunion annuelle du Comité sous-régional en un lieu désigné par lui dans la zone d'émission de sa banque centrale» et «que les réunions du Comité se tiendraient une fois l'an, avant le 31 mai».

67. Le **Gouverneur Monday** a précisé qu'il était bien de son intention de réunir le Comité en application des décisions de sa première réunion à Bathurst avant le 31 mai 1973.

## **XII - Allocution de M. H.R. Monday, Gouverneur de la Banque Centrale de Gambie, Président du Comité sous-régional pour 1972-1973**

68. Le Président, constatant épuisé l'examen des questions portées à l'ordre du jour, a donné la parole à **M. Monday**, Gouverneur de la Banque Centrale de la Gambie, Président du Comité pour la prochaine année (mai 1972 - mai 1973).

69. **M. Monday** a remercié vivement Son Excellence **M. Abdou Diouf**, Premier Ministre de la République du Sénégal, pour avoir bien voulu prononcer le discours inaugural et honorer de sa présence la séance d'ouverture. Il a également remercié le Gouvernement du Sénégal et les autorités de la B.C.E.A.O. pour leur chaleureuse hospitalité. Il a aussi exprimé sa gratitude à l'égard des membres du Secrétariat et les inter-prètes pour leur importante contribution au succès de la réunion.

70. Il a grandement loué le Groupe d'études et vanté le rapport des Directeurs des Etudes qui a fait faire un pas considérable vers une meilleure coopération monétaire entre les pays membres, Il a déclaré être assuré de traduire le sentiment de tous les délégués en congratulant chaleureusement le Président sortant pour la compétence et l'efficacité avec lesquelles il a conduit les travaux du Comité.

71. Il a conclu en disant qu'il considérait comme un honneur d'assurer la présidence de l'Association l'année prochaine, et qu'il était impatient d'accueillir les délégués à Bathurst, dans les dix premiers jours de mai 1973.

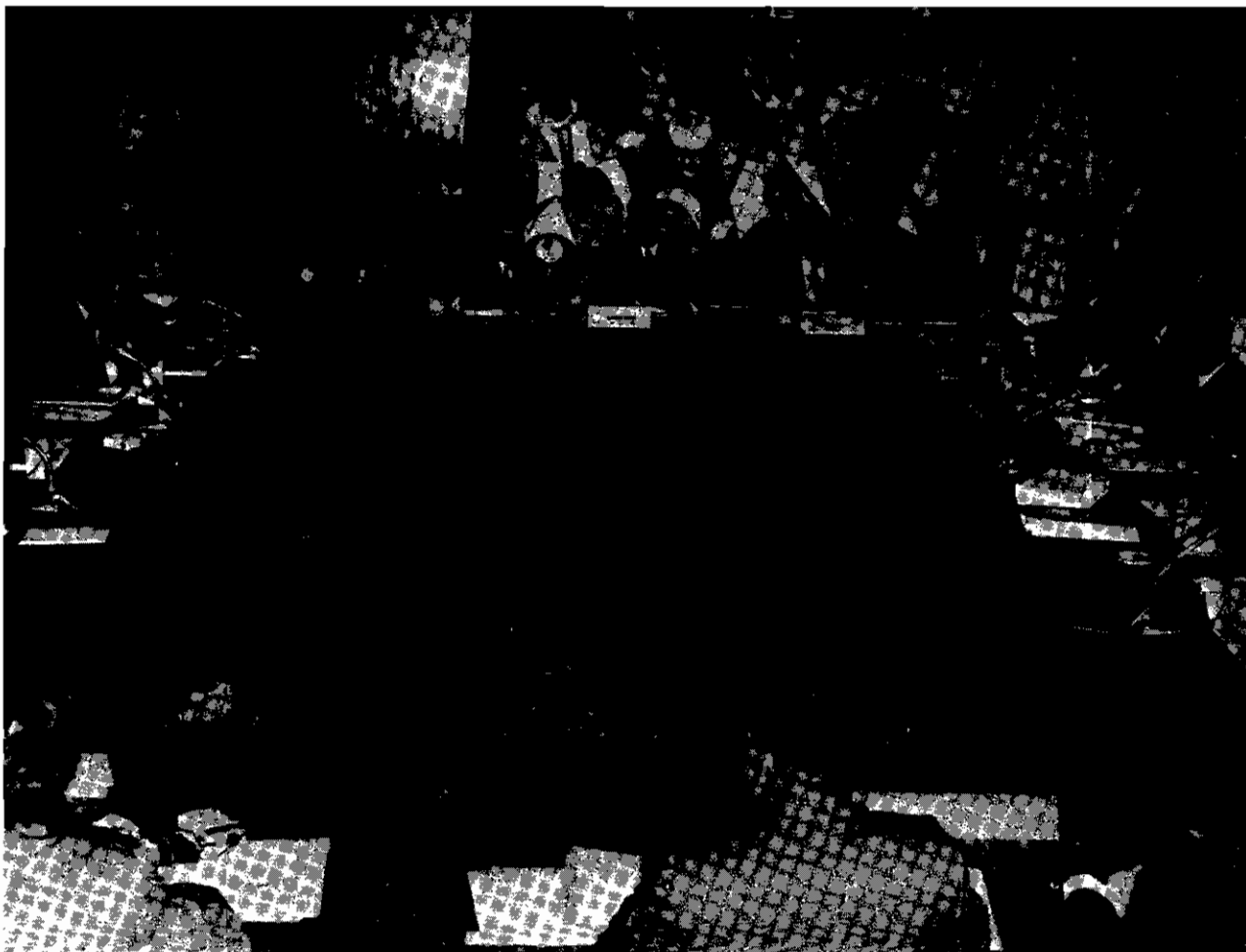
## **XIII - Clôture de la réunion**

72. Le Président a tiré les conclusions des délibérations du Comité dans une allocution dont le texte est reproduit en annexe (*Annexe X*).

73. Après avoir adressé ses remerciements à tous ceux qui ont contribué au succès de la réunion, il transmet aux banques centrales participantes, et spécialement aux membres du Comité, le salut du Chef de l'Etat sénégalais, du Premier Ministre et du Gouvernement du Sénégal.

74. Il a alors déclaré close la deuxième réunion ordinaire du Comité sous-régional de l'Afrique de l'Ouest de l'Association des Banques Centrales Africaines.

---



*Sous la présidence de M. Babacar Ba  
Président du Conseil d'administration de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest  
le Comité tient séance dans la grande salle de Conférences du Ministère des Affaires étrangères du Sénégal.*

## ANNEXES

I - Ordre du jour.

II - Liste des participants.

III - Allocution inaugurale de M. Abdou Diouf, Premier Ministre du Gouvernement de la République du Sénégal.

IV - Rapport du Groupe d'Etudes sur le commerce et les relations monétaires dans le groupe sous-régional de l'Afrique de l'Ouest.

V - Proposition de résolution présentée par la délégation de la Banque de Sierra Leone sur les échanges et les relations monétaires entre les pays de la sous-région.

VI - Organisation d'un séminaire sur les voies et moyens de promotion des entreprises africaines (Déclaration de M. A.S.C. Johnson, Deputy Governor, Bank of Sierra Leone).

VII - Recherches sur le rôle des institutions financières dans la mobilisation des ressources financières intérieures (Note du Secrétariat de la C.E.A.).

VIII - Note du Secrétariat de la C.E.A. sur le point concernant les crédits à l'exportation, assurance-crédit à l'exportation et questions monétaires.

IX - Evolution de la situation monétaire internationale (Banque Centrale du Nigeria - Direction des Etudes).

X - Allocution de clôture de M. Babacar Ba, Président du Conseil d'administration de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Président du Comité sous-régional pour l'année 1971-1972.

XI - Liste des documents.

---

## ANNEXE I

### Ordre du jour

1. Allocution inaugurale de M. **Abdou Diouf**, Premier ministre du Gouvernement de la République du Sénégal.
  2. Adoption de l'ordre du jour.
  3. Examen du Rapport du Groupe d'études sur le commerce et les relations monétaires dans le Groupe sous-régional de l'Afrique de l'Ouest.
  4. Questions diverses
    - Organisation d'un séminaire sur le problème et les modalités de la promotion des entreprises africaines.
    - Echange de personnel entre les banques centrales de la sous-région.
    - Echange de vues sur la situation monétaire internationale.
    - Problèmes relatifs au programme de travail de l'Association et à certaines recommandations adoptées par la deuxième réunion ordinaire de l'Association.
  5. Allocution par M. H.R. **Monday**, Gouverneur de la Banque Centrale de Gambie, Président du Comité sous-régional pour 1972-1973.
  6. Allocution de clôture par M. **Babacar Ba**, Président du Conseil d'administration de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Président du Comité sous-régional 1971-1972.
-



## **ANNEXE II**

### **Liste des participants**

<b>Banques Centrales</b>	<b>Nom et titre des participants</b>
Central Bank of The Gambia	M. H.R. <b>Monday</b> Governor  M. J.W. <b>Davies</b> Executive Secretary  M. P. <b>Demarquette</b> Chief Economist
Bank of Ghana	Prof. S. <b>Sey</b> Deputy Governor  Dr. A. <b>Mohammed</b> Joint Director of Research
Banque Centrale du Mali	M. S. <b>Sangaré</b> Président du Conseil d'administration  M. G. <b>Dussine</b> Directeur Général  M. Y. <b>Touré</b> Chef du Service des Etudes
Central Bank of Nigeria	Dr. J.O. <b>Adekunle</b> Director of Research  M. C. <b>Enuenwosu</b> Senior Economist  M. O.S. <b>Udo</b> Economist
Bank of Sierra Leone	M. A.S.C. <b>Johnson</b> Deputy Governor  M. J.K.E. <b>Cole</b> Director of Research  M. T.K. <b>Davies</b> Senior Research Officer
Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest	M. Babacar <b>Ba</b> Président du Conseil d'administration  M. R. <b>Julienne</b> Directeur Général  M. P. <b>Sanner</b> Directeur des Etudes  M. F. <b>Eliard</b> Directeur - Agence de Dakar  M. K. <b>Congo</b> Directeur - Agence de Ouagadougou  M. M. <b>Sene</b> Chef Adjoint du Service des Etudes - Dakar
<b>Observateur</b>	
Nations Unies Commission Economique pour l'Afrique	M. W. <b>Katabi</b> Chef de la Section des questions monétaires et fiscales

**Allocution inaugurale de Monsieur Abdou Diouf  
Premier ministre du Gouvernement de la République du Sénégal**

**Dakar - 3 mai 1972**

Messieurs les Ministres,

Messieurs les Ambassadeurs,

Messieurs les Gouverneurs et Présidents des Banques Centrales de l'Afrique de l'Ouest,

Votre réunion n'est point de celles dont on pourrait surestimer la portée. Par ma présence ici, je voudrais donner témoignage de la conscience que le Chef de l'Etat du Sénégal et son Gouvernement ont de son importance pour notre pays, pour tous ceux ici représentés par leurs instituts d'émission.

Aux termes des statuts de l'Association qui vous rassemble, l'objet essentiel de votre réunion est de «favoriser la coopération dans les domaines monétaire, bancaire et financier entre les pays de la région africaine».

C'est là, bien modestement définie, une entreprise qui se propose de surmonter les préjugés les plus anciens, les intérêts acquis les mieux défendus, pour opérer dans la partie la plus sensible des intérêts des individus, des entreprises et des nations, celle où les atteintes déclenchent les réactions les plus brutales de l'égoïsme et les renoncements sans pudeur des engagements les plus solennellement souscrits.

Un quart de siècle durant, nous avons été entretenus des progrès et des succès de la coopération internationale en matière monétaire et bercés des espérances de ce qu'elle pourrait nous apporter encore. Il a suffi de la décision d'un seul pays, annoncée sans ménagement, pour que soit ébranlée, jusque dans ses fondements, une institution internationale laborieusement élevée, et encore inachevée, et que nous nous retrouvions, bafoués, avec nos monnaies, l'ancre de leur parité fixe arrachée, dérivant sans limite.

La leçon a été terrifiante, elle n'est, pour nuls autres, plus terrible que pour nos pays en voie de développement. Il nous faut un particulier courage pour surmonter l'écœurement dans lequel elle nous a laissés, mais elle a eu, du moins, cet effet de nous avoir ceints d'un triple airain pour nous relancer dans une arène où nous avons, jusqu'ici, manifesté une trop grande timidité.

Mais pour que la voix des Gouvernements des pays en voie de développement puisse se faire entendre comme il conviendrait, et pour que leur action s'exerce efficacement, il leur est indispensable de s'appuyer sur une information solide qu'il est du devoir de toute banque centrale de leur apporter.

Assurément, la pertinence de vos avis et l'efficacité de vos mesures ne peuvent que gagner à cette confrontation préalable de vos informations et de vos expériences qu'organise votre Association.

Cette concertation peut être d'autant plus riche d'enseignement, au sein de votre Comité ouest africain, qu'elle s'effectue entre banques centrales imprégnées, j'allais dire prisonnières, de traditions bien différentes.

Un homme de votre art, qui fut Gouverneur de la Banque du Ghana, soulignait, il y a quelque temps, dans un intéressant essai consacré à la genèse des systèmes monétaire et bancaire de l'Afrique de l'Ouest, que ceux qui y avaient été importés, tout fabriqués, de pays étrangers où ils avaient longuement mûri, accommodés aux besoins et aux conditions propres de ces pays qui ne sont point nécessairement les nôtres.

Dans votre recherche de compréhension mutuelle, vous avez à surmonter ces différences d'institutions, de comportement, importées, imposées, léguées, et que bien des raisons, que la raison aurait souvent peine à justifier, maintiennent.

Si Kipling avait eu connaissance de la zone franc et de la zone sterling il en aurait sans doute affirmé la rencontre plus impossible encore que celle de l'Est et de l'Ouest.

Votre Comité est la preuve que cette rencontre est possible. Nos jeunes Etats africains, sans pour autant renier l'héritage culturel des pays d'Europe qui les ont longtemps administrés, ou dénouer des liens de nature diverse utiles à leur développement, sont déterminés à surmonter les barrières qui séparent francophones et anglophones en Afrique de l'Ouest. Ces barrières ne sont nullement infranchissables pour peu que nous le désirions et nous en avons donné déjà de nombreuses preuves.

N'avons-nous pas à peu près complètement éliminé l'angoissante incertitude qui s'emparait des conducteurs d'automobiles traversant nos pays quant aux choix du côté de la route où maintenir leur véhicule. Si nous n'avons point encore, tant s'en faut, convenu d'un tarif douanier commun, nos services ont déjà même nomenclature douanière, ce qui constitue un préalable indispensable à toute conversation en ce domaine infiniment difficile et délicat.

La mise en circulation, dans quelques mois, par la Banque Centrale du Nigeria, de billets en «naïra» et de pièces en «kobo» rendra complète la décimalisation de toutes les unités monétaires ouest africaines. Déjà, nous pouvons avoir l'espoir que nos autres unités de mesure seront toutes métriques avec les conséquences que cette uniformité comporte pour la standardisation des produits destinés à nos divers marchés ouest africains.

La langue elle-même ne sera plus bientôt la redoutable difficulté qu'elle a longtemps constituée à notre entendement réciproque.

Il m'a été dit que les discussions, longues et passionnées, comme il sied entre gens de recherches, du rapport soumis à votre Comité par vos directeurs des Etudes, s'étaient effectuées, par un louable souci d'efficacité et d'économie, en langue anglaise. Qu'il en ait été ainsi dans la capitale d'un pays, où la langue française est particulièrement honorée, me donne l'espoir que vos suppléants continueront en français leurs discussions à leur prochaine rencontre dans une autre capitale où résonnerait familièrement la langue de Shakespeare et de Keynes.

Ainsi, seraient aussi, semble-t-il, le plus heureusement écartées les redoutables difficultés et les limitations inévitables d'un enseignement bilingue. Sans doute ces difficultés ne sont-elles point insurmontables ; la réussite remarquable du cours de cinq semaines dispensé à des agents supérieurs des banques centrales africaines qui a été organisé en 1970 par la Banque Centrale du Nigeria, sous le patronage de votre Association et avec le concours de la Commission Economique pour l'Afrique, en est la preuve.

Un tel complément de formation, dispensé à une sélection des cadres supérieurs de nos instituts d'émission est assurément un des moyens de les amener à la collaboration la plus étroite. Il pourrait en être de même d'un échange de personnel entre vos banques centrales dont j'ai vu inscrite l'étude à votre ordre du jour.

Celui-ci comporte aussi l'organisation d'un séminaire devant faciliter, à vos banques centrales, l'échange de leurs vues et expériences et de mieux s'informer des problèmes de promotion des entreprises africaines, des voies et moyens de cette promotion et du rôle qu'il revient au système bancaire d'y jouer.

Il est peu de problèmes dont la solution soit plus essentielle au réel développement, tant économique que social, de l'Ouest africain, et il n'en est guère qui présentent davantage l'attention des Gouvernements de notre région, de celui du Sénégal entre autres.

L'intérêt ainsi porté par votre Comité à ce problème est la preuve, s'il en était besoin, que vos travaux ne sont point de pure nature académique, mais s'insèrent étroitement dans les préoccupations les plus immédiates de nos pays.

Au premier rang de celles-ci, est la nécessité d'un élargissement de l'espace de nos économies respectives à la mesure des techniques modernes de production qui requièrent de considérables moyens financiers pour être établies et de vastes marchés pour être rentables.

Je puis vous donner l'assurance que c'est avec la plus grande attention que le Gouvernement du Sénégal prendra connaissance des conclusions que votre Comité tirera du rapport qui lui est soumis par le Groupe d'études constitué par lui aux fins d'examiner la situation présente des échanges commerciaux et de leurs règlements entre pays de l'Ouest africain, d'accroître les premiers et de faciliter les seconds.

S'il est une critique que le Sénégal serait disposé à accepter, car il ne la considère pas comme telle, c'est cette obsession de la coopération inter-africaine qui ne l'a jamais quitté depuis la reconnaissance de son indépendance et dont son Chef d'Etat s'est fait le champion, certainement parmi les plus éloquents, les plus réalistes et les plus efficaces.

Mais sa recherche est lucide. Il est lucide. Il est convaincu que la coopération entre Etats souverains, pour naître et s'épanouir, exige une intimité de relations, des affinités qui ne peuvent s'imposer mais doivent mûrir, lentement parfois.

Aussi paraît-il, au Gouvernement du Sénégal, indispensable d'asseoir l'établissement d'une large communauté Economique Africaine sur l'affermissement des coopérations déjà largement engagées, ou qui peuvent le mieux se définir par leur application à un objectif déterminé dans un cadre délimité, tel celui d'une vallée fluviale. Dans ces voies, le Gouvernement du Sénégal est prêt à s'engager aussi loin qu'elles paraîtraient viables. La preuve en est, son appartenance à l'Union Monétaire Ouest Africaine, qui est, nul ne le conteste, l'organisation la plus achevée de coopération monétaire entre Etats souverains, comme il n'en existe aucun autre exemple de par le monde.

Il est également persuadé que le cadre offert à la collaboration entre Etats doit écarter toute crainte des plus petits, ou des moins développés d'entre eux, de ne point tirer bénéfice équitable de leur adhésion.

A ce propos vous connaissez la position favorable du Sénégal pour la prise en considération des intérêts des pays les moins évolués. Je n'en vois pour preuve que la déclaration faite encore hier en Conseil de Cabinet sénégalais par notre Chef de l'Etat.

La constante opposition qui se manifeste universellement, et de bien cruelle façon parfois, entre pays développés et pays en voie de développement, nous rappelle sans cesse les difficultés d'une coopération, a fortiori d'une communauté entre pays de dimension et de force économique par trop différentes. Aussi, est-il du souci particulier du Gouvernement du Sénégal de rechercher les cadres les plus appropriés à accueillir sans crainte, et à maintenir sans déception, tous les pays de notre Afrique de l'Atlantique.

Telle est, Messieurs, la démarche du Gouvernement du Sénégal dans cette recherche qui est aussi la vôtre, de coopération inter-africaine.

Que vous puissiez trouver ici, dans notre capitale sénégalaise, l'inspiration de nouvelles voies de coopération et des forces accrues pour en mener la construction, je puis vous l'assurer, avec la plus chaleureuse affection.

Je vous souhaite, Messieurs, un agréable séjour et de fructueuses délibérations en vous laissant poursuivre celles-ci dans cette discrétion qui est la naturelle obligation de vos fonctions.

---

**Rapport du Groupe d'Etudes sur le commerce et les relations monétaires  
dans le Groupe sous-régional de l'Afrique de l'Ouest**

**(Cinquième partie)**

---

**Recommandations**

125 - Le Groupe d'études estime que le domaine principal dans lequel les banques centrales devraient être spécialement concernées, et engagées à trouver des solutions aux problèmes de l'accroissement des échanges commerciaux entre pays de la sous-région, est dans l'exécution des paiements entre ces pays.

Il reconnaît que les difficultés de paiement, bien que ne constituant pas la principale gêne au commerce inter-Etats, peuvent contribuer à décourager les échanges entre les pays membres. Mais il est également convaincu que les efforts pour élaborer un système d'accord de paiements ne seront couronnés de succès que s'ils sont initialement limités à un accord de clearing, souple et simple à appliquer.

Le Groupe d'études n'est pas en faveur d'accords impliquant l'octroi de crédits importants et à long terme qui ne pourraient être apurés que par une obligation d'importation faite au pays créateur.

Aussi, recommande-t-il, comme étant un type d'accord de clearing souhaitable et possible pour tous les pays membres de la sous-région, l'adoption d'un système de règlements élaboré dans la ligne des propositions du Fonds Monétaire International par le Ghana et les Etats du Conseil de l'Entente.

D'un point de vue purement technique, il est reconnu que, plus l'accord sera multilatéral, plus efficace il sera pour la promotion du commerce intra-régional.

126 - Les banques centrales favoriseraient aussi la promotion des relations commerciales entre les pays de la sous-région si elles entraînaient la conviction de leurs Gouvernements respectifs d'accorder une attention prioritaire à l'amélioration et au développement des transports entre Etats et des facilités de communications dans leurs divers aspects.

127 - Par ailleurs, tous les efforts devraient être faits pour accroître l'information du public et la connaissance des consommateurs sur les divers produits qui sont disponibles dans les différents pays de la sous-région. La contribution des banques centrales en cette matière, même si elle est indirecte, pourrait être positive. Les membres du Groupe sous-régional devraient souligner à leurs Gouvernements respectifs le besoin de renforcer les liens entre leurs Ministères du Commerce, conseils ou organismes de promotion des exportations, organisations privées de commerce, telles que Chambres de Commerce, en vue d'un échange régulier d'informations sur les marchandises qui sont disponibles dans chaque pays.

128 - Les Gouvernements devraient aussi être persuadés d'élaborer des politiques mutuelles de réduction systématique et, lorsque possible, une totale abolition des barrières douanières, des contrôles et contingents d'importation, maintenus par les pays membres, les uns à l'égard des autres, dans le contexte de leur politique commerciale générale.

129 - Les banques centrales devraient souligner le besoin d'une coopération, sinon d'une harmonisation, des plans de développement avec une considération particulière à l'établissement des industries afin d'éliminer les doubles emplois.

130 - L'importance, présentement très faible, des échanges entre pays de la sous-région ne pourrait être accrue qu'en renforçant la volonté de commercer, et le sentiment profond du Groupe d'études est que l'établissement de facilités multilatérales de règlements, telles que celles proposées ci-dessus, apporterait une contribution effective dans ce sens.

## **ANNEXE V**

### **Proposition de la résolution présentée par la délégation de la Banque de Sierra Leone sur les échanges et relations monétaires entre les pays de la sous-région**

La délégation de la Banque de Sierra Leone propose que le Groupe de travail, comprenant les Directeurs des Etudes du Groupe sous-régional africain, se voie assigner la responsabilité d'élaborer les instructions nécessaires à l'application des recommandations relatives aux accords de clearing entre les Etats membres du Comité sous-régional, notamment sur les points suivants :

- l'unité de compte devant être réglée dans le cadre des accords ;
- les transactions qui seraient traitées dans les accords ;
- la période de règlement selon les accords ;
- le système de clearing devant être adopté et le choix de la banque centrale qui devra effectuer le clearing ;
- la devise dans laquelle les règlements devront être effectués ;
- les possibilités d'encourager d'autres Etats qui ne sont pas membres du Comité sous-régional de participer à l'accord.

Elle recommande également que le Directeur des Etudes de la Banque du Ghana soit nommé Président du Groupe de travail.

Le Groupe d'études soumettra son rapport à temps pour sa discussion à la prochaine réunion ordinaire du Comité sous-régional.

---

**Organisation d'un séminaire  
sur les voies et moyens de promotion des entreprises africaines**

**Déclaration de M. A.C.S. Johnson**  
*Deputy Governor, Bank of Sierra Leone*

A la première réunion de ce Comité sous-régional, tenue à Bamako (République du Mali) l'année dernière, il fut décidé, et je cite le rapport final de cette réunion (E/CN. 14/AMA/WA/I), daté du 20 juillet 1971 :

« Q'un séminaire bilingue pour les cadres des six banques centrales de la sous-région pourrait, en principe, être organisé tous les deux ans, et il fut demandé que l'attention du nouveau Président soit attirée sur cette proposition afin qu'il puisse examiner, avec les banques centrales, quand, comment, sur quel sujet et dans quelles conditions un tel séminaire pourrait être organisé.

En principe, chacune des banques centrales, à son tour, devrait avoir l'opportunité d'organiser de tels séminaires, mais cette rotation ne devrait pas être impérative, compte tenu de la grande différence de ressources des diverses institutions ; bien entendu, les propositions recevraient considération ».

En 1969, la Banque de Sierra Leone a donné mission à un Groupe de travail, sous la présidence du Professeur N.A. **Cox-George**, Chef de la Faculté économique de Fourah Bay College (Université de Sierra Leone) et comprenant des membres représentant les diverses parties de l'opinion publique en Sierra Leone, d'examiner les problèmes associés aux sources de financement disponibles et aux entreprises sierra leonniennes et de formuler des recommandations pour la solution de ces problèmes. Le Rapport du Groupe de travail a été soumis à la Banque il y a quelques mois et des exemplaires ont été tenus à la disposition des membres de ce Comité.

La Banque de Sierra Leone voudrait voir ce Rapport devenir la base d'une étude plus large des disponibilités de moyens de financement et de développement de l'entreprise africaine, qui pourrait prendre la forme d'un séminaire en Sierra Leone, dont la durée et la date de tenue seraient portées à la connaissance des banques centrales de la sous-région lorsque les détails de ce séminaire auront été mis au point par la Banque de Sierra Leone. Aussi, souhaiterais-je obtenir l'accord de ce Comité pour un séminaire sur les sources de financement et de développement de l'entreprise africaine, à tenir à Freetown (Sierra Leone) avant notre prochaine réunion à Bathurst (Gambie), organisé par la Banque de Sierra Leone en collaboration avec les autres banques centrales de la sous-région. Si cet accord est obtenu, la Banque de Sierra Leone sera en position de commencer la préparation du séminaire qui, comme les distingués Gouverneurs le réalisent, prendra un temps considérable à mettre sur pied.

**Note du Secrétariat de la Commission Economique pour l'Afrique**

27 avril 1972

**Recherches sur le rôle des institutions financières  
dans la mobilisation des ressources financières intérieures**

1. Le programme de travail de l'Association des Banques Centrales Africaines pour 1971-1973, adopté à la deuxième réunion ordinaire de l'Association, comprend, dans le domaine des recherches, une étude sur le rôle des institutions financières dans la mobilisation des ressources financières intérieures. Lors de la discussion de ce programme de travail, il a été souligné que les recherches pourraient être entreprises par le secrétariat et les comités sous-régionaux de l'Association et devraient être axées sur des objectifs pratiques.

2. Le secrétariat estime que l'étude sur le rôle des institutions financières dans la mobilisation des ressources financières intérieures peut comprendre deux parties. La première partie constitue une étude théorique générale des possibilités légales et organiques dont disposent les institutions financières en vue de promouvoir la mobilisation de l'épargne et de l'orienter vers des investissements productifs. La deuxième partie, pour atteindre les objectifs pratiques, doit analyser les mesures adoptées et les pratiques appliquées par les institutions financières dans les pays africains ainsi que les résultats obtenus.

3. Le secrétariat a déjà commencé à s'occuper de la première partie, les travaux correspondants étant plus faciles à réaliser en raison du caractère général et théorique de cette première partie. Il a été constaté que la formation de l'épargne nationale en Afrique se heurte à la faiblesse générale du produit national brut et de la fraction de ce produit revenant à chaque habitant. La recherche d'un taux élevé d'épargne en vue du financement d'une croissance économique optimale est encore une tâche difficile. De ce fait, le rôle des institutions financières dans la mobilisation et la distribution de l'épargne reste limité. Elles peuvent néanmoins contribuer à une meilleure mobilisation et à une meilleure répartition de l'épargne existante et potentielle.

**Les banques centrales**

4. En général, certaines des attributions de conseiller technique et financier, banquier, trésorier de l'Etat et d'organisme chargé de la réglementation du crédit et du contrôle des institutions financières confèrent à une banque centrale un grand rôle dans la mobilisation et dans la répartition de l'épargne. Son intervention, discrétionnaire ou directe, vise à atteindre des objectifs déterminés parmi lesquels se trouve la promotion de l'épargne privée. La banque centrale organise le marché financier. Elle intervient pour compléter ou améliorer la législation concernant l'organisation et l'administration des institutions financières de sorte que ces institutions jouissent de la confiance et de l'estime du public. Elle encourage l'épargne en aidant la création de ces institutions et en agissant à travers elles.

5. L'intervention de la banque centrale par l'intermédiaire du système financier constitue le moyen le plus efficace pour atteindre ses buts. Dans les pays en voie de développement où l'épargne est constituée parfois sous forme de biens tangibles, la banque centrale commence par pousser la « monétisation » de l'économie en contribuant à la création des institutions financières appropriées, ce qui permet d'introduire la monnaie dans les transactions des régions éloignées. En améliorant la structure financière du pays, la banque centrale modifie la nature de l'épargne qui devient volontaire et dirigée vers les institutions privées. Sa politique oriente l'épargne vers des investissements productifs nécessaires à l'accroissement du produit national.



6. La banque centrale peut préconiser ou appliquer une politique monétaire appropriée de nature à créer une ambiance générale de confiance dans la monnaie et à favoriser l'épargne des ménages. Cette politique est souvent accompagnée d'efforts tendant à encourager l'épargne, tels qu'une campagne d'éducation et de publicité en vue de favoriser l'épargne. Des mesures sont parfois adoptées en vue de protéger l'épargne. La banque centrale exige la diffusion d'informations pouvant aider à l'appréciation des avantages ou des risques de certaines formes d'épargne. Elle peut instituer des mesures pour la protection de la valeur nominale et de la valeur réelle de l'épargne. Elle peut améliorer son rendement financier par des mesures concernant les taux d'intérêt et par des subventions à l'épargne. Des techniques appropriées sont souvent préconisées pour encourager l'autofinancement dans les sociétés.

7. De même, en tant que conseiller technique de l'Etat pour les problèmes financiers, la banque centrale peut proposer des mesures et moyens en vue de la promotion de l'épargne publique par l'application d'une politique fiscale agissant sur le niveau des dépenses et des recettes. Elle peut également formuler des avis sur l'utilité et l'efficacité des entreprises publiques dans la mobilisation de l'épargne.

### **Les autres institutions financières**

8. Avec le développement économique et l'accroissement du produit national, le développement des institutions financières apporte des résultats tangibles à la mobilisation de l'épargne.

9. Les **banques commerciales** constituent le moyen principal de mobilisation et de placement de l'épargne. Les banques centrales peuvent aider largement à leur développement par des mesures incitant à la multiplication de leurs succursales, par l'institution de système de compensation, d'assurance et d'indexation des dépôts, par certaines autorisations permettant la détention de valeurs mobilières et par diverses mesures concernant la politique du crédit. Certaines banques commerciales émettent des certificats de crédit et une variété d'obligations sous forme de dépôts d'épargne et de dépôts à terme et aident leur clientèle dans l'acquisition de valeurs financières.

10. Presque toutes les **banques de développement** dans les pays africains ont reçu la mission de détecter le potentiel national inemployé et de mobiliser les avoirs en capital et les capacités techniques en vue de les canaliser vers des investissements productifs. Certaines de ces banques pratiquent des opérations de crédit à court terme et déploient une activité variée pour la perception directe des dépôts. Certaines banques réservent une partie de leurs parts en capital à la souscription du secteur privé et lancent parfois des emprunts à des conditions avantageuses pour attirer les disponibilités monétaires de ce secteur. Ces banques peuvent émettre des certificats de participation garantis par le portefeuille de valeurs détenu par les banques. Elles peuvent aussi conseiller à certains emprunteurs éventuels d'émettre des actions ou des obligations recherchées par les épargnants.

11. Les **unions de crédit et les sociétés coopératives** peuvent jouer, dans les zones rurales en particulier, un certain rôle dans le domaine de la mobilisation de l'épargne nationale. Ces institutions fondent leurs activités sur l'auto-assistance et ont réussi à développer le sens de l'économie chez leurs adhérents. Elles ne sont pas parvenues à mobiliser une partie appréciable de l'épargne nationale. Certaines mesures sont nécessaires pour aider ces institutions à accomplir leur rôle.

12. Les **compagnies d'assurance**, et notamment d'assurance-vie, ainsi que les **caisses de retraite** jouent un rôle remarquable dans la mobilisation de l'épargne pour bien des raisons. Les dispositions législatives règlent l'utilisation et le placement de leurs ressources. Ces institutions peuvent prendre des engagements à terme pour le financement des investissements en raison de la nature de leurs ressources. Un traitement fiscal favorable peut encourager l'épargne recueillie par ces institutions. De même certaines caisses d'assurance et de retraite peuvent être obligatoires et contribuer ainsi à mobiliser d'importants montants. Des mesures sont utiles pour amener les compagnies à placer dans le pays une partie déterminée de leurs réserves et pour réglementer ce placement.

13. Les *caisses d'épargne*, élément important de mobilisation de l'épargne sur le marché des capitaux, sont assez répandues et possèdent dans certains pays un réseau assez vaste. Elles se développent d'abord dans les centres urbains et drainent ensuite l'épargne paysanne. Ces caisses placent leurs dépôts en fonds d'Etat ou les confient à des organismes d'Etat qui les placent à leur tour dans des emplois sûrs et garantis. Partout, on déploie des efforts et on institue des mesures pour améliorer les conditions de fonctionnement de ces caisses qui constituent parfois le principal ou le seul moyen de mobilisation de l'épargne.

14. Les *sociétés de placement* apportent une contribution appréciable à la mobilisation de l'épargne puisqu'elles aident à vulgariser les achats de valeurs par le public. On peut encourager la constitution et le développement de ces institutions par la réglementation des normes professionnelles applicables à la gestion de ces sociétés.

15. Les *marchés de valeurs mobilières* (bourses des valeurs) peuvent rendre de bons services dans le domaine de la mobilisation de l'épargne lorsque le développement des marchés financiers est assez satisfaisant. L'organisation du marché des titres publics est une étape pour encourager l'ouverture d'une bourse des valeurs. La bourse constitue normalement un marché commode pour les transactions sur valeurs mobilières et contribue à la mobilisation de l'épargne.

16. Finalement, d'*autres institutions spécialisées* dans le financement d'investissements spécifiques peuvent être créées ou encouragées en vue de mobiliser une certaine épargne et de l'orienter vers des utilisations déterminées à moyen et à long terme (banques hypothécaires, sociétés financières). Ces institutions peuvent être autorisées à recevoir des dépôts à terme en payant des taux d'intérêt plus élevés que les autres institutions financières ou à émettre des obligations sur le marché des capitaux.

## En conclusion

17. La première partie de l'étude sur le rôle des institutions financières dans la mobilisation et l'utilisation de l'épargne intérieure a rappelé généralement le rôle que peuvent jouer les principales institutions financières, les mesures et moyens qui peuvent couramment être adoptés et les domaines principaux où l'action des institutions peut se déployer. Mais cette étude n'aura de valeur pratique que si le secrétariat dispose d'informations lui permettant de faire ressortir et d'analyser les mesures adoptées, les méthodes appliquées, les domaines utilisés, les expériences et les résultats acquis dans un grand nombre de pays africains. Puisque ces informations ne se trouvent pas normalement dans les publications périodiques des banques centrales et des institutions financières, le secrétariat souhaite vivement que les banques centrales membres de l'Association lui envoient, dans les plus brefs délais possibles, des informations sur leur rôle et leurs activités, ainsi que sur ceux des autres institutions financières dans la mobilisation et l'utilisation de l'épargne, sur les principaux obstacles à l'amélioration des recouvrements de l'épargne et des investissements dans les secteurs productifs et sur le développement des marchés financiers dans leurs pays respectifs. Ces informations sont sans doute aussi utiles qu'indispensables pour l'achèvement de l'étude approuvée par la deuxième réunion ordinaire de l'association.

---

## **ANNEXE VIII**

### **Note du Secrétariat de la Commission Economique pour l'Afrique**

27 avril 1972

#### **Extrait du Rapport du «Colloque sur le commerce intra-africain»**

**Nairobi (28 février - 3 mars 1972)\***

sur le point concernant  
les crédits à l'exportation, assurance-crédit à l'exportation et questions monétaires  
soumis à l'attention des membres des Comités sous-régionaux  
de l'Association des Banques Centrales Africaines

#### ***Crédits à l'exportation, assurance-crédit à l'exportation et questions monétaires***

38. En présentant le document intitulé «Crédits à l'exportation et assurance-crédit à l'exportation» (E/CN.14/ATC/8), un fonctionnaire du Secrétariat a expliqué la nécessité de crédits à l'exportation avant l'expédition et après l'expédition, les difficultés qu'implique l'octroi de ces crédits, la nécessité d'une institution d'assurance-crédit qui devrait être orientée vers la stimulation du commerce plutôt que vers la sécurité et qui devrait envisager toute transaction d'exportation du point de vue de sa rentabilité, les problèmes qu'impliquent l'octroi des crédits et l'établissement d'une assurance-crédit.

69. Le représentant du Secrétariat a souligné l'importance particulière de cette question pour le commerce intra-africain, si l'on considérait qu'il n'y avait guère jusqu'ici de liaisons d'affaires dans ce domaine et qu'il serait nécessaire d'encourager à la fois les exportateurs et les importateurs.

70. Un observateur a indiqué qu'il s'agissait d'un sujet complexe réclamant une analyse détaillée surtout dans le cas de l'Afrique où les capitaux étaient rares et où le pourcentage des produits manufacturés dans les exportations était beaucoup trop faible pour qu'un système d'assurances soit viable.

71. Les participants ont discuté les diverses incidences du programme et ont recommandé que la C.E.A., avec la collaboration du F.M.I., de la B.A.D. et d'autres organisations internationales compétentes, entreprenne une étude approfondie de la possibilité d'introduire dans un ou deux pays un système de financement des crédits à l'exportation et un système d'assurance-crédit à l'exportation à titre de projet pilote.

72. Il conviendrait aussi que les Gouvernements examinent la possibilité de recourir à des accords de paiements s'ajoutant aux systèmes d'assurance-crédit à l'exportation.

---

\* E/CN.14/555 - E/CN.14/ATC/10.

## **ANNEXE IX**

### **Evolution de la situation monétaire internationale**

**Banque Centrale du Nigeria  
Direction des Etudes - 2 mai 1972**

A la seconde réunion ordinaire de l'Association des Banques Centrales Africaines tenue à Rabat l'année dernière, la discussion des problèmes monétaires et financiers internationaux avait tenu une place prépondérante. Il en avait été ainsi parce que la réunion se tenait à peine un mois après que les Etats-Unis aient annoncé une série de mesures économiques qui ont jeté le système monétaire international dans un état de chaos.

Au cours de leurs discussions, les Gouverneurs s'accordèrent sur certaines directives considérées appropriées à une recherche de solutions à la crise. Une revue de l'évolution du système monétaire international depuis septembre 1971 et un échange de vues sur le sujet doivent prendre en considération quelques-unes de ces *directives*, et parmi celles-ci :

1 - qu'il est indispensable, pour la restauration de la stabilité et de la confiance dans le système monétaire international, qu'il y ait un rapide retour à des parités fixes avec des marges très étroites ;

2 - que, dans le cadre du nouveau système monétaire international, les réserves de changes devraient être constituées collectivement et administrées en commun ;

3 - que la création d'un lien entre les droits de tirage spéciaux et de nouvelles ressources pour le financement du développement devrait constituer une partie intégrante du nouveau système monétaire international ;

et la *recommandation* :

4 - que les matières concernant le commerce et la monnaie ne pouvaient pas être réglées dans le cadre d'un groupe limité de pays. Les pays africains devaient, dès lors, participer pleinement et effectivement à toutes négociations et consultations concernant la réforme des systèmes de commerce et de monnaie du monde afin d'assurer que les politiques finalement agréées soient compatibles avec les besoins de leur développement.

#### **Mesures prises pour restaurer une certaine stabilité monétaire internationale**

Depuis la réunion de l'Association, la situation monétaire internationale s'est améliorée. En conséquence de l'accord du Groupe des Dix sur un système de taux de changes relatif entre leurs monnaies, il y a eu un retour à un système de taux fixes de changes. Cependant, le Fonds monétaire a introduit un régime temporaire de taux de changes qui permet aux pays membres de s'autoriser de marges élargies de 2,25 % de part et d'autre de la parité.

Il faut noter que l'accord du Groupe des Dix ayant été annoncé, les autres pays membres du Fonds - en conséquence de l'accord - ont aussi réaligné leurs monnaies. Plusieurs pays membres ont notifié au Fonds leur parité ou l'adoption de taux centraux de marges élargies. Tandis que plusieurs membres décidaient de continuer à maintenir inchangée la parité de leur monnaie en terme d'or, quelques autres proposèrent des changements de leur parité et un nombre beaucoup plus grand de membres indiquait des taux centraux pour leur monnaie. La majorité de tous ces membres faisait part de leur acceptation de marges plus larges allant jusqu'à 2,25 %.

En ce qui concerne particulièrement la sous-région, la *Gambie*, le *Nigeria* et la *Sierra Leone* décidèrent de maintenir la parité de leurs monnaies respectives sans changement en terme d'or. Ceci avait pour effet une appréciation de ces monnaies de 8,57 % par rapport au dollar. Le *Ghana* a changé la parité de sa monnaie

en terme d'or. Le cédî était dévalué plus que de la dévaluation proposée du dollar des Etats-Unis et même la subséquente réévaluation du cédî, le 7 février 1972, maintint encore la parité de cette monnaie au-dessous de celle qui était la sienne le 15 août 1971. Le *franc c.f.a.* et le *franc malien* ont maintenu leur taux de change fixe avec le franc français, lequel a maintenu sans changement sa valeur en terme d'or. La Gambien'a pas usé de la possibilité de marge élargie, ce que firent le Ghana, le Nigeria et la Sierra Leone (à compter du 25 janvier 1972), ainsi que le franc c.f.a. et le franc malien, ces deux derniers de par leurs relations avec le franc français.

## **Les pays en voie de développement et la réforme du système monétaire international**

Dès le déclenchement de la crise, toutes les autorités monétaires et financières des pays en voie de développement, telles que l'*Association des Banques Centrales Africaines*, ont affirmé avec insistance que les solutions aux problèmes monétaires internationaux devraient être recherchées dans un forum où les pays en voie de développement auraient une participation directe et active d'une manière qui tienne compte de leur intérêt. A Lima, où les pays en voie de développement se réunirent pour discuter d'une position commune pour la troisième CNUCED, ces pays prirent la décision d'établir un *Groupe Inter-Gouvernemental* (G.I.G.) «pour assurer la pleine participation des pays en voie de développement à la recherche d'une solution à la présente crise monétaire internationale et la sauvegarde des intérêts des pays en voie de développement». Ce Groupe est composé de 24 pays dont 8 de l'Afrique ; la sous-région y était représentée par quatre pays : le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Nigeria et le Sénégal.

Le groupe a tenu une réunion préliminaire au niveau des suppléants à Genève en février 1972. Le G.I.G. est conçu pour agir comme la contrepartie des pays en voie de développement au Groupe des Dix devenu, dans le passé, le cadre des décisions effectives sur les questions monétaires internationales. La tâche du Groupe des Vingt-quatre est plus spécifiquement définie comme étant de coordination des décisions du Groupe des 77 de la CNUCED en matière de réforme du système monétaire international.

### **Programme de travail du Groupe des Vingt-quatre**

Les études devaient être orientées vers la recherche de moyens d'atténuer le fardeau financier des pays en voie de développement, né du réaligement monétaire et du régime temporaire existant. Ce fardeau se manifeste en matière de remboursement des dettes, de réduction du pouvoir d'achat des réserves et d'aggravation des termes des échanges. L'allocation de D.T.S. pour la prochaine période de base devait être aussi encouragée par le G.I.G. et les pays développés devaient être appelés à rendre possible, pour le Fonds, la reprise de ses opérations normales.

Le problème de la réforme du système monétaire international devrait être résolu par une décision commune, à la fois des pays développés et des pays en voie de développement. La question, ici, concernait les marges et fluctuations des taux de changes qui assureraient des processus d'ajustement plus équitables. Le Groupe des Vingt-quatre devait considérer comment ceci pourrait être effectivement appliqué.

La plupart des problèmes relatifs à l'allocation de D.T.S. et au rôle de base de ces avoirs dans la liquidité internationale future étaient à considérer.

### **Structure du Groupe Inter-Gouvernemental**

Ainsi qu'il a été indiqué, le G.I.G. était appelé à devenir une institution permanente pour assister les pays en voie de développement dans l'élaboration d'une position coordonnée dans les matières financière et monétaire. Il devrait aussi établir la base d'une participation effective des pays en voie de développement aux décisions monétaires internationales, particulièrement dans les matières concernant la réforme du système monétaire international.

La réunion du Groupe Inter-Gouvernemental s'est tenue à Caracas (Vénézuéla) du 3 au 7 avril 1972 à deux niveaux, celui des suppléants et celui des ministres. Les suppléants préparèrent les bases des travaux des ministres qui se réunirent également, examinèrent et adoptèrent le rapport présenté par les suppléants.

Les principales conclusions du Groupe Inter-Gouvernemental, tant des suppléants que des ministres, sont présentées par un communiqué diffusé à la fin de leurs réunions. Ces conclusions peuvent être ainsi résumées :

1 - la réunion inaugurale des ministres du Groupe des Vingt-quatre s'est tenue à Caracas les 6 et 7 avril 1972 ;

2 - l'objet de cette réunion était d'établir la position des pays en voie de développement sur les problèmes fondamentaux concernant la réforme du système monétaire international ;

3 - la réunion des ministres a été précédée par une réunion des suppléants du G.I.G., tenue à Caracas du 3 au 5 avril, et son Président a fait rapport aux ministres des travaux des suppléants ;

4 - le Groupe ministériel a passé en revue diverses questions de fond et de procédure relatives au système monétaire international actuel, exprimant son mécontentement que les décisions importantes affectant ce système monétaire international aient été prises par un petit nombre de pays développés, en excluant et en négligeant les intérêts du reste de la communauté internationale, décisions qui ont affecté défavorablement les économies des pays en voie de développement ;

5 - le Groupe a, en conséquence, considéré la nécessité d'apporter une amélioration fondamentale à la procédure de décision concernant les problèmes monétaires internationaux :

- . les décisions concernant les questions monétaires internationales devraient être prises au sein du Fonds monétaire ;
- . un Comité de vingt Gouverneurs du Fonds monétaire appelé à donner avis au Conseil des Gouverneurs sur les problèmes de la réforme du système monétaire international devrait être créé et ces Gouverneurs devraient être choisis par chacun des participants, ou groupes de participants, désignant ou élisant un administrateur, d'une manière à déterminer par chacun de ces constituants ;
- . la représentation des pays en voie de développement à ce Comité ne devrait pas être inférieure à celle assurée présentement au Conseil des administrateurs ;
- . le Groupe des Vingt-quatre, au niveau ministériel, se tiendrait en liaison avec les Gouverneurs représentant les pays en voie de développement appartenant à ce Comité, une fois établi, pour considérer les procédures convenables de coordination avec le Groupe des Vingt-quatre ;

6 - la réunion ministérielle, après avoir examiné les problèmes liés à la détention des liquidités internationales qui, cependant, tendent à accroître les difficultés entourant un jugement technique en cette matière, a soutenu vigoureusement l'idée d'une nouvelle activation des D.T.S. au 1er janvier 1973 ;

7 - le Groupe a considéré que le mécanisme des D.T.S. devrait être utilisé pour canaliser des moyens de financement du développement additionnel vers les pays en voie de développement, par l'établissement d'un lien entre les D.T.S. et un supplément de financement pour le développement, et a insisté pour que la troisième CNUCED l'accepte ;

8 - le Groupe a exprimé son mécontentement à l'égard du présent système de détermination des quote-parts du Fonds monétaire en ce qu'il ne traduit pas la position économique relative des membres du Fonds et il a ainsi demandé la modification de la présente base d'allocation des D.T.S., notamment entre pays en voie de développement et pays développés ;

9 - enfin, le Groupe est tombé d'accord pour se réunir à nouveau avant l'Assemblée générale annuelle du Fonds monétaire et de la Banque internationale, sur invitation de son Président, après consultation des pays membres.

## ANNEXE X

### **Allocution de clôture de M. Babacar Ba**

**Président du Conseil d'administration  
de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest  
Président du Comité sous-régional pour l'année 1971-1972**

**Dakar - 4 mai 1972**

Avec la brillante allocution de M. le Gouverneur **Monday**, qui nous a confirmé, s'il en était encore besoin, dans la certitude que les activités de notre Comité étendraient leur champ et accélèreraient leurs réalisations, pour le plus grand bien de notre coopération mutuelle comme le bien propre de nos banques centrales respectives, s'achève, Messieurs les Gouverneurs et Présidents, notre ordre du jour, et, avec lui, le mandat de présider notre Comité qui m'est échu il y a un an.

Il me reste cependant :

- un devoir, celui de tenter de dégager la conclusion de nos délibérations,
- un plaisir, celui de vous remercier très profondément de votre participation personnelle à notre Comité et de transmettre aussi, en votre nom et au mien, nos remerciements à tous ceux, éminentes personnalités ou modestes collaborateurs, qui ont permis la tenue et le succès de notre réunion.

Lors de la réunion particulière de notre Comité, que vous aviez bien voulu tenir sous ma présidence, à Rabat, en marge des travaux de la seconde réunion générale de notre Association, nous nous étions donné rendez-vous ici pour examiner, selon les termes mêmes du procès-verbal de notre entretien, «un rapport intérimaire sur l'avancement des travaux sur les échanges et les relations monétaires entre pays de la sous-région», dont notre réunion ordinaire, à Bamako, avait donné mandat d'entreprendre et de mener à bien à un Groupe de travail composé des Directeurs des Services des Etudes de nos banques centrales.

Allant au-delà de notre espérance, c'est un rapport définitif, couronné par des recommandations soigneusement pesées dans leur portée comme dans leur expression, que le Groupe de travail nous a présenté. Je suis certain d'être l'interprète de votre Comité en exprimant notre satisfaction collective au Groupe d'études pour la tâche accomplie par lui, et en rendant un particulier hommage à M. **Ekukinam**, ancien Directeur des Services des Etudes de la Banque Centrale du Nigeria, qui a eu la responsabilité d'organiser et de lancer les travaux du Groupe d'études, et à son successeur, le Dr. **Adekunle**, qui les a poursuivis jusqu'à leur conclusion. Il me paraît également équitable que soit soulignée la très importante contribution apportée par M. **Enuenwosu** à la rédaction du projet de rapport.

Je pense que le Comité sera unanime à reconnaître que les travaux et délibérations du Groupe de travail sont, non seulement un témoignage, comme l'a souligné le Président de ce Groupe, mais plus encore, la plus belle assurance du «décollage» de la collaboration entre les banques centrales ouest africaines, sans considération de leur appartenance à l'une ou l'autre des zones monétaires ou linguistiques entre lesquelles on prétend, trop souvent, qu'elles sont irrémédiablement divisées.

Je suis certain que la prise en considération par notre Comité de la principale des résolutions finales du Groupe de travail, celle concernant la recherche de l'établissement d'un système multilatéral de paiements entre pays de la sous-région, constitue une étape notable dans notre marche vers une collaboration accrue. Le mandat que nous avons donné au Groupe d'études, sur la proposition de notre collègue de la Banque de Sierra Leone, de poursuivre sous la présidence du Directeur des Etudes de la Banque du Ghana - la rotation étant la règle de nos présidences - la mise au point d'un projet détaillé d'accords de paiements entre Etats de la sous-région est une première consécration donnée aux travaux de notre Groupe d'études et de notre Comité, et un second pas dans notre marche en commun.



Il paraît cependant de mon devoir de souligner combien la prudence est nécessaire dans notre progression dans cette voie. A vouloir hâter le pas, à tenter de surmonter, par un accord entre pays de la sous-région, des difficultés qui ne tiennent point aux seules relations entre eux, nous courrions le plus grand risque de nous retrouver rapidement dans une impasse où déperiraient nos projets. Nous devons garder en mémoire le sort malheureux, où l'excès d'ambition et de hâte a conduit des projets, nés cependant sous les plus illustres patronages, d'accords s'étendant au continent africain tout entier.

Par ailleurs, de l'échec d'une entreprise hâtive et inappropriée dans une matière considérée comme d'aussi grande importance pour la coopération entre pays de la sous-région, ne manquerait pas de naître une déception qui risquerait de nous décourager dans la poursuite de nos autres voies de collaboration.

Il s'est maintes fois confirmé que la réalisation des entreprises de coopération entre pays africains exige des délais de maturation toujours très étendus et qui, trop étroitement calculés, entraînent une précipitation dans la réalisation qui nuit beaucoup à leur vitalité et à leur pleine portée.

Les leçons, décidément, se rejoignent dans leur conclusion.

Il nous faudra en tenir compte dans la recherche que nous avons examinée des échanges de personnel entre nos banques centrales. En ce domaine aussi, les réalisations doivent être progressives pour être assurées du succès et pouvoir, par conséquent, se prolonger et s'étendre. Je veux espérer que les recommandations du Groupe de travail de nos Directeurs des Etudes seront, en cette matière, aussi lucides que celles présentées en ce qui concerne l'institution d'accords de clearing.

Les voies de notre collaboration sont nombreuses et il m'a semblé déceler une grande impatience de les explorer chez ces « têtes chercheuses » de nos institutions que sont, par vocation, les services d'études de nos banques centrales. Nos éclairés respectifs s'étant enfin rencontrés, reconnus, et ayant même fraternisé, il ne peut plus manquer d'en être ainsi du reste de nos troupes, de nos institutions respectives et de nos pays.

Cette éclosion d'une collaboration fructueuse est en grande partie due, me semble-t-il, au cadre de votre sous-régional plus intime, s'il m'est permis d'appliquer ce qualificatif à une sous-région qui compte plus de 100 millions d'habitants et dont la superficie est à peu près dix fois celle de la France.

Il m'a, à ce propos, semblé relever quelque déception chez nombre des participants de cette réunion, que la proposition, faite par notre collègue de la Banque de Sierra Leone, de la tenue d'un séminaire consacré à un sujet de la plus grande importance pour nous et qui présente des aspects spécifiques dans l'Ouest africain, ne voie sa réalisation différée ou diluée, si j'ose dire, dans un cadre plus étendu. En espérant qu'il n'en sera rien, je pense exprimer l'opinion unanime de notre Comité.

Le moment me paraît venu de vous dire au revoir, en tant du moins que Président de votre Comité. Permettez-moi auparavant de remercier M. **Katabi** de s'être fait, à son habitude, le porte-parole éloquent et compétent du secrétariat de notre Association.

Je me propose, avec votre approbation, d'adresser, au sortir de cette réunion, des télégrammes assurant de l'heureux déroulement de nos travaux à M. le Secrétaire Exécutif de la Commission Economique pour l'Afrique qui a patronné la création de notre Association et veut bien continuer à faire assurer son secrétariat par ses services, à M. **Menassé Lemma**, Gouverneur de la Banque Nationale d'Ethiopie, premier Président de notre Association et son toujours très actif Vice-président, et à son Altesse le **Prince Moulay Hassan Ben El Medhi**, Gouverneur de la Banque du Maroc, Président en exercice de notre Association.

C'est par l'intermédiaire de votre voix que je souhaiterais que soit transmis à vos banques centrales, à leur Gouverneur ou Président, que les obligations de leur charge ont empêchés d'être parmi nous, le salut le plus cordial, le plus fraternel, du Chef de l'Etat, du Premier ministre et du Gouvernement du Sénégal.

Ce même salut est adressé directement à vos personnes.

Et maintenant, mes chers collègues, Gouverneurs ou Présidents, Messieurs les Délégués, il me semble qu'ayant bien travaillé, nous pourrions suivre les avis de la littérature populaire qui veut que le bonheur, la paix et le repos se trouvent dans les îles et nous diriger vers l'embarcadère de la chaloupe qui nous conduira à celle de Gorée.

A cette fin, je déclare close la deuxième réunion ordinaire du Comité sous-régional de l'Afrique de l'Ouest de l'Association des Banques Centrales Africaines.



## **ANNEXE XI**

### **Liste des documents**

1. Rapport final de la première réunion du Comité sous-régional de l'Afrique de l'Ouest, à Bamako, le 13 mai 1971.  
Final Report of the first meeting of the West African Sub-Regional Committee - Bamako, May 13, 1971.
2. Report of the meeting of the West African Sub-Regional Committee - Rabat, September 14, 1971.  
Procès-verbal de la réunion du Comité sous-régional de l'Afrique de l'Ouest, tenue à Rabat le 14 septembre 1971.
3. Report of the meeting of Directors of Research of Central Banks of the West African Sub-Regional Committee - Rabat, September 15, 1971.  
Procès-verbal de la réunion des Directeurs des Etudes des Banques centrales du Comité sous-régional de l'Afrique de l'Ouest, tenue à Rabat le 15 septembre 1971.

#### **Central Bank of the Gambia**

4. Trade and Monetary Relations between The Gambia and other member States of the West African Sub-Regional Group.

#### **Bank of Ghana - *Research Department***

5. Ghana's Trade Transactions with other West African Countries 1966-1970 - January 28, 1972.

#### **Banque Centrale du Mali - *Service des Etudes***

6. Les échanges commerciaux du Mali avec les pays du sous-groupe.
7. Note succincte sur les modalités des règlements du Mali avec ses partenaires du Comité sous-régional de l'Afrique de l'Ouest.
8. Note sur la réglementation du commerce extérieur du Mali.

#### **Central Bank of Nigeria - *Research Department***

9. Nigeria's Trade and Monetary Relations with other member States of the West African Sub-Region of the Association of African Central Banks. 1966-1970.

#### **Bank of Sierra Leone - *Research Department***

10. Sierra Leone's Trade and Monetary Relations with other member States of the West African Sub-Regional Group of the Association of African Central Banks - February 16, 1972.

11. West African Economic Co-operation - Problems and Possibilities. Research Department - *Occasional Paper* N° 1.

**Bank of Sierra Leone**

12. Report of the Working Party on Capital availability and Sierra Leonean Entrepreneurship - under the Chairmanship of Dr. N.A. Cox-George.

**Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest - Direction des Etudes**

13. Le commerce extérieur ouest africain des Etats de l'Union monétaire ouest africaine.
14. Essai d'un tableau comparatif des échanges entre les Etats du Groupe sous-régional de l'Afrique de l'Ouest officiellement enregistrés en 1970.
15. Accords commerciaux, douaniers et de paiements entre Etats de l'Afrique de l'Ouest.
16. Recueil des textes des accords de commerce, de douane et de paiements entre Etats de l'Afrique de l'Ouest - Avril 1972.
17. Les restrictions à l'importation dans les Etats de l'Union monétaire ouest africaine.
18. Les exportations industrielles de la Côte d'Ivoire (reproduction d'une étude de la Chambre d'Industrie de Côte d'Ivoire).
19. Tableau des parités officielles de change (taux centraux) des monnaies des Etats du Comité sous-régional de l'Afrique de l'Ouest de l'A.B.C.A.
20. Quelques données essentielles sur la dimension économique des Etats du Comité sous-régional.
21. Bibliographie générale des études sur l'intégration économique des pays en voie de développement, et particulièrement des pays de l'Afrique occidentale (*Une Communauté Economique Ouest Africaine ? - Bibliographie B.C.E.A.O. n° 1*).
-